



lutte **OUVRIÈRE**

Lettre d'information

Chaumont

Vendredi

9 septembre
2022

Pour nous suivre :

Facebook :

[Lutte ouvrière](#)
[Chaumont](#)

Site internet LO :



Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière

20 rue Jules Tréfousse

52 000 CHAUMONT

tél : 06 64 65 27 44

mail :

sylvaindemay@yahoo.fr
chaumont@lutte-ouvriere.org

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

Twitter :

[@DemaySylvain](#)

n° 53 - imp.spé.LO

Crise énergétique : payer encore et toujours, c'est non !

Nous connaissons la crise économique, l'envolée de la précarité, les salaires bloqués et le chômage. Il a fallu le Covid pour redécouvrir la violence d'une crise sanitaire.

Eh bien, nous voilà maintenant aux prises avec une nouvelle crise, celle de l'énergie !

Et nous mesurons une fois de plus l'impréparation et l'irresponsabilité de ceux qui prétendent diriger la société.

Oh, ces dirigeants savent faire de beaux discours et nous demander des sacrifices quand les crises surviennent, mais ils sont incapables de les empêcher !

Tous les gouvernements sont dépassés par la situation.

Non seulement les factures de gaz, d'essence et d'électricité ont explosé entraînant une envolée de tous les prix, mais en plus, il faut craindre des pénuries.

Nous sommes au 21^{ème} siècle. La France et l'Europe font partie des régions les plus riches du globe, possèdent les infrastructures et les appareils productifs les plus développés. Et voilà qu'il faut se préparer à se chauffer au minimum et à moins se déplacer, sans quoi le gouvernement nous promet des coupures d'électricité !

Les entreprises sont incitées à réduire leur chauffage et à relancer le télétravail. Des collectivités locales planifient des jours de fermeture des équipements publics, piscines, bibliothèques, gymnases...

Par manque de gaz, l'Allemagne craint de devoir arrêter des complexes industriels, faisant planer la menace d'une récession sur toute l'Europe.

En France, invoquant leurs factures de gaz et d'électricité astronomiques, des entreprises, comme la verrerie Duralex, Arc International ou encore Ascometal, sont en train de mettre une partie de leurs installations à l'arrêt. Pour leurs salariés, ce sera le chômage partiel et des pertes de salaires. Pour les intérimaires et les salariés de la sous-traitance, ce sera la porte.

La guerre en Ukraine n'explique pas tout.

Certes, Poutine a fermé le robinet du gaz, mais les pénuries d'énergie ont débuté bien avant l'éclatement de cette guerre. La France, pays historiquement exportateur d'électricité, devra peut-être en importer et risque d'en manquer cet hiver.

EDF, comme toutes les entreprises capitalistes, a été sommée de prouver sa rentabilité et de faire de la place à la concurrence.

Les capitalistes sont affolés devant les aberrations de leur propre système.

Ils en sont même à demander que l'État reprenne les choses en mains.

Nous faisons déjà beaucoup de sacrifices du simple fait que tous les prix augmentent alors que les salaires ne suivent pas.

La société capitaliste marche sur la tête.

Seuls les travailleurs peuvent remettre de l'ordre dans ce chaos : en se battant pour imposer que l'économie et la société soient organisées pour répondre aux besoins de la population. Cela commence par défendre pied à pied nos intérêts de travailleurs.

Inflation, climat, guerres,

LE CAPITALISME MENACE LA SOCIÉTÉ, IL FAUT LE RENSER !



**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

lutte
OUVRIÈRE

Total : le loup joue à l'agneau

TotalEnergies met en place une ristourne de 20 centimes sur les carburants vendus dans ses stations.

Une paille pour un groupe qui a engrangé 18,8 milliards d'euros de bénéfices, quasiment le triple de celui du premier semestre 2021.

Total est dans le peloton de tête des profiteurs de guerre et des spéculateurs.

Si le prix du baril a explosé après l'invasion de l'Ukraine, sa « pièce jaune » par litre de carburant est teintée de rouge, rouge sang.



Grande-Bretagne : dire non, pour se faire entendre

En Grande-Bretagne, face aux augmentations de prix astronomiques du gaz et l'électricité, des femmes et des hommes des milieux populaires ont décidé de réagir en déclarant : « On ne paye plus les factures » et en précisant : « On veut garder notre argent pour vivre ».

110 000 foyers ont rejoint ce mouvement en quelques jours.

On verra s'ils sont entendus, mais en déclarant que leur vie doit passer avant les profits des affameurs, ils prennent le bon chemin !

Hôpital de Chaumont : surtout ne pas se blesser le week-end !

Le bloc chirurgical de l'hôpital de Chaumont est resté fermé du vendre-

di 26 août au soir au lundi 29 au matin en raison du sous-effectif.

mais suffisants pour que les services tournent correctement.



Il valait mieux éviter de se casser quelque chose... ou de voir se déclencher un accouchement à risque.

Le problème vient évidemment de la gestion du recrutement et pas de l'investissement des soignants qui sont en colère de voir leurs efforts constants ja-

Dans une ville préfecture d'un département rural, un service névralgique peut donc fermer tout un week-end.

Ce gouvernement au service du grand patronat ne sait planifier que les attaques contre les travailleurs.

Même le fonctionnement quotidien d'un service aussi vital est laissé à l'abandon.

Révoltant !

Transports scolaires à Chaumont : sur un fil

Comme dans le reste de la région, les transports scolaires sont à la limite de pouvoir être assurés à Chaumont.

Si, pour l'instant, ça roule encore, chacun s'accorde sur le fait que le moindre grain de sable pourrait priver des enfants de ramassage.

Les chauffeurs sont employés à temps partiel, le matin et le soir, pour un salaire dérisoire, des responsabilités importantes et une pénibilité certaine.

Il n'y a que les patrons des entreprises du secteur (Keolis, notamment) pour s'étonner de la difficulté de recruter.

Il y a pourtant une solution évidente : assurer des salaires à temps plein qui permettent de faire face à la cherté de la vie !



Piscines : l'intérêt collectif noyé dans la rentabilité

PRIX DU GAZ, SÉCHERESSE :
Piscines publiques fermées
Piscines privées pas touchées



Une trentaine de piscines publiques exploitées par l'entreprise Vert Marine ont fermé, car celle-ci dit ne plus pouvoir assumer la hausse des coûts de l'énergie. C'est le cas de celle de Saint-Dizier.

600 des 2 000 salariés ont été mis au chômage partiel et, en pleine rentrée, les enfants des communes concernées sont privés d'apprendre à nager.

Rien d'original : dans tous les secteurs, les entreprises accourent quand il y a des bénéfices à faire, mais ferment lorsque ce n'est plus rentable, ou exigent le soutien de l'État pour continuer leur activité.

Quant aux collectivités qui avaient confié la gestion des piscines à cette entreprise, elles font mine de découvrir que le but d'une entreprise privée est le profit et pas de rendre service à la population !